

Est-ce que la Suisse pourrait sortir du Nucléaire?



Le Temps.ch - Et si la Suisse abandonnait le nucléaire?

Comment s'en sortirait-elle sachant que cette énergie représente aujourd'hui 40% de sa production d'électricité?

La question, lancinante, est plus légitime que jamais au lendemain de la catastrophe de Fukushima.

Pour lui apporter quelques éléments de réponse, nous avons demandé à plusieurs spécialistes d'imaginer ce qui arriverait dans deux hypothèses...

si les autorités fédérales fermaient immédiatement toutes les centrales, et si elles décidaient de les arrêter plus en douceur, soit dans grosso modo une génération.

Tout de suite

Le scénario est possible, mais son prix serait élevé. Jusqu'à l'insupportable?

La Suisse pourrait fermer demain ses centrales sans manquer pour autant d'électricité, assure Laurent Horvath, économiste en énergies fossiles et renouvelables, fondateur du site 2000watts.org.

Le réseau helvétique étant connecté au réseau européen, il recevrait immédiatement de son voisinage le courant qu'il ne produirait plus. Alors qu'il exporte aujourd'hui à peu près autant qu'il importe, il exporterait beaucoup moins et importerait beaucoup plus. Tout simplement.

Techniquement possible, un tel changement est-il souhaitable? Son effet principal serait une hausse du prix de l'électricité, reconnaît Laurent Horvath, qui minimise cependant cet inconvénient. «L'électricité est bon marché en Suisse, explique-t-il. Une personne seule s'en tire actuellement avec une facture mensuelle de 35 francs. Si le kilowattheure devait passer de 20 à 30 centimes, cela resterait supportable pour les particuliers. C'est pour l'industrie que le choc serait le plus rude mais il resterait gérable.»

Un exemple? «Les Japonais viennent de connaître une baisse brutale de leur production électrique, argumente Laurent Horvath. Or, s'ils ont subi des coupures de courant pendant une dizaine de jours, ils s'y sont adaptés. Nos sociétés industrielles gaspillent de telles quantités d'énergie qu'elles disposent d'une bonne marge de manœuvre pour s'adapter à des réductions d'approvisionnement.»

[Lire la suite de cet article dans le Journal Le Temps](#)

LE TEMPS